

S'engager en politique (IV/IV) : vaincre les obstacles intérieurs



Article rédigé par *Henri Hude*, le 14 octobre 2014

Suite et fin de la communication à l'université d'été de la Sainte-Baume 2014. Après avoir évoqué la nécessité d'élargir nos thématiques et notre vision du théâtre d'opération, l'auteur complète son [troisième point de méditation sur le pouvoir](#) par l'analyse des obstacles intérieurs à l'engagement : le scrupule, la mauvaise culpabilité et le laïcisme.

I/ Guérir de la maladie du scrupule

Un scrupule, en latin (*scrupulus*), c'est un caillou dans la chaussure. Nous disons qu'un décideur « a des scrupules » quand ses inquiétudes de conscience le rendent hésitant et irrésolu. Inversement, nous disons qu'un décideur « est sans scrupules », quand il est prêt à employer n'importe quel moyen. Les « bons scrupules » sont des questions légitimes qu'on doit se poser en conscience avant de décider. Les « mauvais scrupules » sont de « mauvaises questions », qui empêchent de décider, et qu'il faut décider de ne plus se poser.

Tout peut fournir matière à de mauvais scrupules : posséder de l'argent, user du sexe, exercer le pouvoir, user de force, punir, s'exprimer avec prudence, etc. Le scrupuleux pense que par essence la propriété est vol, le sexe fornication, le pouvoir tyrannie, la force violence, le châtement cruauté, la discrétion mensonge.

Dans le domaine du pouvoir, le « mauvais scrupule » inhibe les chefs, en fait des impuissants irrésolus, livrant ainsi les faibles sans défense au pouvoir des plus forts transgressifs, réduisant la loi à l'expression de la volonté de ces derniers.

Les mauvais scrupules reposent sur une idée tronquée de la justice, qui la réduit au respect de libertés individuelles définies arbitrairement, excluant le bien commun et ne tolérant pas de juste limite. Une conscience délicate (= qui se pose les bonnes questions) doit tordre le cou à la maladie du scrupule, car le mauvais scrupule est à la fois faute morale, erreur et facteur de maladie.

II/ Se méfier de la mauvaise culpabilité

Les bons sont facilement scrupuleux. Je demandais à un de mes amis, juge d'instruction, à quoi il croyait reconnaître un innocent, quand un prévenu entra dans son bureau. Il me répondit sans hésitation : « L'innocent est quelqu'un qui a l'air de se sentir coupable. » En effet, le prévenu innocent, bouleversé, cherche instinctivement ce qu'il a pu faire ; il a beau chercher, il ne trouve pas ; et ça le torture. En revanche, le coupable est plutôt sans vergogne, sûr de lui, menteur avec assurance.

Tous les honnêtes gens ont tendance à se laisser culpabiliser, et tous les fripons en profitent pour pousser leurs pions. Le résultat, c'est que beaucoup de ceux qui devraient s'engager en politique ne le font pas, et inversement. Les personnes honnêtes ont peur de se voir imputer arrivisme, égoïsme et affairisme. Peur d'être accusées de je ne sais quel projet moralisateur, théocratique, liberticide, etc. Le mauvais scrupule empêche le rayonnement en ôtant la sérénité intérieure et la joie. Il anéantit l'autorité par l'expression de la timidité et de la honte. Il détruit l'efficacité en excluant sans raison des moyens nécessaires et légitimes.

Un chrétien travaillé par de mauvais scrupules s'imagine agir contre la charité (contre l'amour du prochain)

s'il agit avec courage (par ex., s'il se bat énergiquement), avec sagesse pratique (par ex., s'il refuse la précipitation, ou résiste à l'idéalisme imprudent), avec justice (par ex., si, à bon escient, il punit, procède à une exclusion, défend le bien commun contre des prétentions individuelles à des libertés abusives). En réalité, la charité n'est pas contraire à l'exercice des vertus cardinales, mais leur confère une finition supérieure.

III/ Un esprit laïque sans laïcisme

Un chrétien ne mélange pas les plans, mais ne les compartimente pas non plus de manière trop étanche. La politique est une activité d'ordre naturel. Les chefs religieux n'ont pas juridiction sur l'ordre temporel, ni les chefs politiques sur l'ordre spirituel, bien que les deux ordres fassent partie d'un seul tout humain et social, que doit d'abord régir la loi de paix (loi naturelle). Cette distinction des pouvoirs, claire mais pas facile, est la première condition de la liberté politique.

Dans une société non unanime et développée, [la liberté religieuse](#) est en général le régime spirituel le plus conforme aux intérêts du bien commun temporel et à ceux de la foi catholique et des autres religions et philosophies.

Toutefois, pour plusieurs raisons, *le service du bien commun par un catholique n'implique chez lui aucune mise du Christ sous le boisseau.*

a/ D'abord, la culture d'un peuple ne saurait être une amnésie collective

Première raison : le bien commun renferme l'appréciation de l'histoire commune d'un peuple et de ce qui compose sa culture commune, ciment de la société et principe permettant les décisions communes. Or qu'y a-t-il, en Europe, de plus prégnant que la présence du Christ et de l'Église, qui a vraiment été la mère et l'institutrice de nos nations ?

Il serait bien surprenant qu'une mère, aussi bonne soit-elle, n'ait rien à se faire pardonner de ses enfants. Mais un regard équitable et mûr sait faire la part des choses.

En outre, les Lumières, avec leur actif, ont aussi à leur passif toutes les idéologies, y compris les pires, leurs révolutions sanguinaires et leurs totalitarismes, les guerres mondiales, la paix par le chantage nucléaire, la crise écologique, la dictature du relativisme et l'évolution du monde libre en ploutocratie mondiale, etc. Tout cela s'est produit quand la religion chrétienne était marginalisée, trop marginalisée. Et si le Christ ne revient pas dans le jeu, d'une manière appropriée, cela ira de mal en pis.

b/ L'apport du Christ est vital pour la culture de la *philia*

Seconde raison : le service du bien commun consiste d'abord à préserver et à cultiver cette atmosphère invisible et vitale de la *philia* (= l'amitié sociale, la fraternité), fondement profond de la justice. C'est là le noyau de [l'éthique des décideurs](#).

Donc, tout en ayant souci de ne pas faire de la religion chrétienne (ou des autres religions, ou des sagesse et philosophies) un facteur d'inimitié en créant des jalousies par des privilèges, il convient aussi de souligner la qualité exceptionnelle du Christ comme maître et source de *philia* et plus encore que de *philia*, d'*agapè*.

Pour cela, le Christ a forcément sa place dans une société juste et civilisée et il est simplement raisonnable d'en témoigner avec naturel, avec sens de l'opportunité bien sûr.

c/ La présence de l'Homme-Dieu est vitale pour la culture d'une société humaniste

Troisième raison : dans une société développée, forcément humaniste à quelque degré, le Christ a aussi forcément sa place. Car peut-on trouver meilleur soutien d'une culture humaniste qu'une religion où

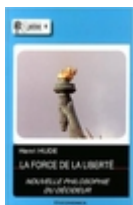
l'Absolu est si humaniste Lui-même qu' "Il se fait homme, afin que l'homme soit fait Dieu", comme l'a écrit saint Irénée de Lyon ?

Le chrétien sait que la nature humaine a besoin de la grâce pour être en équilibre dynamique stable. Pour cela, l'Homme-Dieu Jésus n'est pas un luxe. Il est celui sans lequel l'Homme risque toujours de se chercher, pour son malheur, des messies de substitution.

Le Christ, identifié avec précision comme Homme-Dieu, n'est pas un sujet facultatif, mais une question centrale dans une société humaniste. En même temps il est essentiel que l'adoption du Christ se fasse de plein gré. Il y a toujours une certaine tension entre ces deux dernières affirmations. Cette tension s'est accrue au cours de l'histoire occidentale, paradoxalement mais logiquement, à mesure que le christianisme réussissait. Cette tension est devenue telle qu'elle a risqué de le faire mourir de son succès.

C'est pourquoi, dans une société développée, l'accueil de la foi en l'Homme-Dieu Jésus appelle, sans ambages, une ambiance sociale de confiance et de liberté, sans tromperie.

En résumé, la nature humaine a besoin de la grâce de l'Homme-Dieu. Cette grâce commence par la foi. Mais, la foi ne peut naître que de bonne grâce, de bon gré, de plein gré, ce qui suppose un rapport de confiance et une ambiance de liberté.



Henri Hude est philosophe,
directeur du pôle "Ethique" des Ecoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan,
ancien élève de l'ENS.

Dernier ouvrage paru : [*La Force de la liberté*](#) (Economica, 2013)

Articles précédents :

[S'engager en politique \(I/IV\) : Élargir nos thématiques](#)

[S'engager en politique \(II/IV\) : Élargir notre vision : la fin du monde libéral](#)

[S'engager en politique \(III/IV\) : S'appliquer sérieusement à la conquête du pouvoir](#)

Illustration : *Grèce, IVe siècle avant JC.*

Pour en savoir plus :

<http://www.henrihude.fr/mes-reflexions/50-democratiedurable/340-2014-09-29-21-19-37>
